



# Déclaration préalable au CST

## Du 9 décembre 2025



Bonjour à toutes et à tous,

Monsieur le Président,

Dimanche 7 décembre s'est tenue à Villeurbanne l'ouverture de la campagne de l'extrême droite sur notre métropole. La CGT, Solidaires et la CNT-SO ont organisé un rassemblement pour dénoncer, de manière solidaire et unitaire, l'imposture politique du RN qui, malgré son changement de nom, n'a en rien renié ses objectifs : appliquer une politique très à droite, défendre un capitalisme débridé et attiser discriminations, divisions et haine, tout en avançant masqué derrière des slogans prétendument sociaux.

Fidèles aux valeurs internationalistes du mouvement ouvrier, nos organisations syndicales restent engagées contre la propagation et la banalisation des idées d'extrême droite, un véritable fléau. La bataille idéologique est rude face à un RN devenu de plus en plus acceptable dans le paysage politique français et multipliant en Europe les alliances avec les droites néolibérales et conservatrices.

L'extrême droite nie l'existence des rapports et luttes de classes, prétendant « réconcilier les intérêts des employeurs et des travailleurs ». Elle caricature également le féminisme en une soi-disant « lutte des sexes », réduisant les revendications féministes à des préoccupations « petit-bourgeoises ».

Or, l'égalité entre les femmes et les hommes est une exigence forte des salarié·es, quelle que soit leur nationalité, leur genre, leur orientation sexuelle ou leur religion. Le patriarcat – tout comme le racisme systémique, souvent combinés – s'articule parfaitement avec le capitalisme, et le RN en est l'un des défenseurs. Les métiers du soin et du lien, majoritairement exercés par des femmes, restent dévalorisés, mal rémunérés et marqués par de mauvaises conditions de travail. Face aux positions réactionnaires de l'extrême droite, il est indispensable de renforcer la mobilisation féministe pour l'égalité au travail comme dans la vie.

Les votes du RN confirment par ailleurs son soutien aux plus riches et au capital : opposition au rétablissement de l'ISF, à la taxe sur les superprofits, à la taxation des très hauts revenus ; opposition au blocage des prix des produits de première nécessité, à la gratuité des premiers mètres cubes d'eau, des cantines et fournitures scolaires pour les plus modestes ; opposition à la garantie d'autonomie à 1 063 euros. L'extrême droite a toujours choisi le camp du capital contre celui des travailleur·euses.

Le RN critique régulièrement les syndicats et conteste leur légitimité. Il propose d'augmenter le seuil de salarié·es nécessaire pour bénéficier de représentant·es du personnel, ce qui priverait de nombreux travailleurs de droits essentiels et allégerait les obligations patronales. Les députés RN ont également défendu un amendement visant à interdire la présence d'étrangers dans les Instances Représentatives du Personnel et à limiter le droit de vote des travailleurs précaires lors des élections professionnelles. Leur modèle reste celui du corporatisme historique, accompagné d'une hostilité assumée envers les grèves et les organisations syndicales de lutte.

L'imposture sociale du RN est désormais évidente, tout comme son appétit pour l'argent public : plus de 80 de ses membres sont mis en examen ou condamnés pour détournement de fonds au Parlement européen. Le RN démontre ainsi que son intérêt n'est pas le bien commun, mais l'enrichissement personnel de ses dirigeants, au détriment de nos services publics.

Nous concluons ici, même si le sujet est loin d'être clos. Nous réaffirmons clairement notre opposition au RN et à sa politique.



Je m'inscris à  
l'information syndicale

